



BRUNO LATOUR

Sans institutions fortes et une société civile active, impossible de relever le défi de la crise climatique !

Bruno Latour est philosophe et sociologue des sciences, professeur à Sciences-Po Paris. Il a écrit de nombreux ouvrages et articles sur l'anthropologie du monde moderne. Son dernier livre *Où atterrir ? Comment s'orienter en politique*¹, est un essai engagé sur l'urgence climatique et un réquisitoire cinglant sur la passivité et l'incapacité de l'humanité, et de ses décideurs, à réagir au « nouveau régime climatique ». Dans cet entretien, accordé à la revue *Horizons publics*, il estime que pour résoudre la crise climatique, il faut des institutions fortes qui prennent le temps de se saisir des descriptions du monde et des initiatives de la société civile.

Par **Stéphane Cordobes**, enseignant en prospective urbaine au CNAM Paris

Dans votre dernier ouvrage Où atterrir ? Comment s'orienter en politique vous faites une analyse alarmiste de la situation du monde et soulignez la nécessité d'un changement d'orientation politique. Les territoires y occuperaient une place centrale. Il semble cependant que vous ne parliez pas de territoire au sens traditionnel du terme. Pourriez-vous commencer par préciser la manière dont vous le définissez ?

Le territoire a longtemps été un espace défini par l'État avec ces frontières administratives. C'était aussi ce dont il fallait partir pour se moderniser et qui a conduit à ces déplacements des campagnes vers les villes, des villes vers les métropoles, puis des métropoles vers l'international. Ce mouvement de globalisation, de transfert d'un attracteur local vers un attracteur global, a prévalu jusque dans les années quatre-vingt et le début de la crise écologique. Aujourd'hui le retour du territoire me semble inéluctable. Mais il s'agit d'un nouveau territoire qui s'est chargé de matérialité et dans lequel on s'intéresse au sol, à la biodiversité, aux forêts, à la pollution, au climat, à l'eau, etc. La crise écologique oblige à prendre en compte toutes ces dimensions, lesquelles, en même temps qu'elles sont intégrées au territoire, modifient sa taille, sa géométrie. Le nouveau territoire, contrairement à l'ancien, déborde non seulement des frontières administratives, mais il s'inscrit dans des réalités différentes qui ajoutent de nouvelles dimensions. Il s'enrichit aussi de la multitude d'appartenances qui caractérise les agents qui l'habitent. Ce retour au territoire est donc à la fois un éclatement du territoire traditionnel et une réactivation puisque ce dernier intègre ces nouvelles dimensions

1. Latour B., *Où atterrir ? Comment s'orienter en politique*, 2017, Éditions La Découverte

BIO EXPRESS

1981 : Rejoint le centre de sociologie de l'innovation de l'école des Mines.

1999 : Publie *Politiques de la nature* (Éditions La Découverte).

2005 : Organise l'exposition internationale *Making Things Public* à Karlsruhe.

2007 : Devient directeur de la recherche de Sciences Po.

2009 : Crée le *medialab* de Sciences Po.

2013 : Reçoit le prix Holberg.

2014 à 2017 : Dirige le programme interdisciplinaire « Politiques de la terre à l'époque de l'anthropocène ».

2015 : Publie *Face à Gaïa, huit conférences sur le nouveau régime climatique* (Éditions La Découverte).

2017 : Publie *Où atterrir ? Comment s'orienter en politique* (Éditions La Découverte).

qui viennent le transformer et le complexifier. Cet atterrissage s'observe dans tous les pays. Il intéresse les personnes qui gèrent les territoires ou tout simplement qui y vivent. Malheureusement, cette relocalisation est masquée par un autre phénomène, la révolution conservatrice, qui balaye l'Europe et les États-Unis et où le « retour à la terre » se traduit en repli sur les identités nationales ou provinciales.

Votre définition du territoire renvoie quasiment au champ de l'éthologie, à ce qui précède le politique et lui permet d'exister. Vous proposez d'ailleurs de caractériser cette réactivation du territoire en basculant de la logique de la production à celle de l'engendrement. Pouvez-vous décrire ce basculement ?

Je m'intéresse à ce qui donne vie au territoire, à ce qui permet notre subsistance : car un territoire doit avant tout être défini par ce qui nous permet de subsister, ce que l'on est capable de figurer, ce que l'on est prêt à défendre. Ces trois variables définissent selon moi le territoire. Il configure un attracteur alternatif que je qualifie de terrestre et qui s'oppose tant au local traditionnel qu'au global de la mondialisation ou enfin à celui conservateur des mouvements populistes qui s'installent sur la scène politique. C'est également celui qui me paraît le plus réaliste. Les historiens et philosophes de l'environnement, comme Pierre Charbonnier², montrent combien la notion traditionnelle de territoire est problématique parce qu'elle repose sur une disjonction de son périmètre reconnu et d'une production qui s'étend hors de ses limites. Ce sont par exemple les « hectares fantômes » des colonies grâce auxquels la France assurait une partie de sa production et ses externalités négatives. Atterrir, c'est réconcilier les frontières du territoire et des conditions de subsistance.

Au contraire de la production de l'économie globale qui détruit les ressources et nos conditions de vie, la logique d'engendrement doit-elle contribuer à cette subsistance ?

L'éducation des enfants participe de l'engendrement. Le maintien de la biodiversité compris comme la genèse et la continuité des êtres qui sont nos commensaux relève de l'engendrement. La fin du post-colonialisme et la compréhension des différentes formes de racisme également. Tout comme la question des communs et ce souci de maintenir, voire de restaurer des communautés que le système de production globalisé a détruites en même temps qu'il faisait disparaître les mille autres façons d'instituer des droits autrement plus subtils³. Parler d'engendrement, c'est considérer l'espace qui nous permet de subsister tout en se reposant des questions fondamentales : avec qui, humains et non humains, vit-on réellement ? Combien sont-ils ? Comment favorise-t-on leur reproduction ? De ce point de vue, les termes consacrés d'économie « durable », « soutenable », « circulaire » sont les symptômes de cette recherche d'accès au terrestre, de rapprochement entre territoire et espace de subsistance dont la perte débute avec la révolution industrielle et l'exploitation de la terre par les « modernes ».



Aujourd'hui, le retour du territoire me semble inéluctable. Mais il s'agit d'un nouveau territoire qui s'est chargé de matérialité et dans lequel on s'intéresse au sol, à la biodiversité, aux forêts, à la pollution, au climat, à l'eau, etc. La crise écologique oblige à prendre en compte toutes ces dimensions, lesquelles, en même temps qu'elles sont intégrées au territoire, modifient sa taille, sa géométrie.

L'atterrissage, l'engendrement que vous mettez en avant semble répondre à une sorte d'équilibre. C'est l'équilibre lié à nos modes de production et de consommation non durables, à ses conséquences caractéristiques de l'anthropocène et à ce que vous appelez génériquement la crise climatique. Mais c'est aussi l'équilibre de populations qui se sentent déconsidérées, oubliées et de plus en plus révoltées par les inégalités. Comment concrètement le changement de paradigme que vous proposez pourrait répondre à ce malaise ?

Les gens ne savent plus sur quel territoire ils sont. C'est, je pense, la cause principale de la crise politique actuelle. Plus personne n'est véritablement capable de décrire quel est son territoire de subsistance. La question des inégalités, de ce point de vue est fondamentale : elle participe de la crise actuelle au même titre que la production globalisée, le bouleversement environnemental, les mouvements migratoires ou l'essor du courant populiste réactionnaire. On ne peut comprendre la situation actuelle sans considérer à part entière ces inégalités et les nouveaux conflits de classes géosociales que Michel Lussault a pu mettre en évidence dans ses travaux⁴. Dans la logique d'engendrement, ces inégalités sont particulièrement vives : avec qui vit-on ? Qui fait-on entrer dans le territoire de subsistance ? Qu'est-ce que l'on permet d'y faire ? Que laisse-t-on se développer ? C'est paradoxalement à un questionnement très classique que nous renvoie ce nouveau paradigme et qui porte sur le type et les fondements de la prospérité d'un territoire. Mais pour pouvoir répondre concrètement à ces questions, il faut donner aux gens la possibilité de se situer, de connaître et de se réapproprier leur territoire de subsistance. C'est une condition nécessaire pour que l'on parvienne à se réorienter. Aujourd'hui faute de pouvoir se situer, les individus n'agissent plus en fonction de leurs véritables intérêts. C'est particulièrement sensible dans les dernières élections et les choix de vote. Les Anglais qui optent pour le Brexit, les Italiens qui se ferment à l'Europe font des choix qui ne correspondent pas à leurs intérêts parce qu'ils ne savent plus les définir faute d'être capables de décrire leur monde de façon réaliste.

2. Charbonnier P., « Constructivisme et urgence environnementale », *La Vie des idées* 10 mai 2016 ; www.laviedesidees.fr/Constructivisme-et-urgence-environnementale.html

3. Vanuxem S., *La propriété de la terre*, 2018, Wild Project.

4. Lussault M., *De la lutte des classes à la lutte des places*, 2009, Paris, Grasset, coll. Mondes vécus, 221 p.

Vous proposez pour remédier à cet égarement, à cette incapacité à définir leur intérêt, de demander aux habitants de décrire leurs territoires de subsistance. N'est-ce pas là avant tout un travail de scientifique que d'observer et de décrire ? En quoi cette description du monde, par ailleurs déjà entreprise par les tenants du nouveau paradigme anthropocène, permettra-t-elle de mieux répondre au défi politique de la crise climatique ?

De nombreux sociologues, économistes, géographes s'attellent à décrire ce nouveau monde. Mais elle n'apporte pas de réponses aux citoyens, elle ne leur permet pas de retrouver un accord entre leurs représentations et la façon dont ils pourraient se projeter eux-mêmes dans leur territoire vécu. Ce n'est donc pas seulement de la description « objectivante » des scientifiques dont on a besoin, mais d'autodescriptions des territoires, de descriptions réalisées par leurs acteurs eux-mêmes. Les questions à résoudre sont je le répète très simples : qu'est-ce qui me permet de subsister, est-ce que je peux le décrire et le cartographier ? Est-ce que je suis prêt à le défendre ? Le modèle auquel je me réfère pour y parvenir est celui des cahiers de doléances produits en 1789 lors de la Révolution. On s'y souciait de trois choses : cette fameuse description du territoire, la détection des injustices et les propositions de changement correspondant aux intérêts réels des citoyens. Ces cahiers de doléances se distinguent à la fois de la description objectivante des scientifiques et de la plainte inarticulée qui traduit le malaise en même temps que l'incapacité concrète de chacun à dire ce qui ne va pas, à repérer avec qui, contre qui et pourquoi on doit se battre. Car les nouveaux territoires ouvrent des conflits sur de nombreux sujets : éolienne, eau, nourriture, plantes, routes, etc. Mais il y a un abîme entre le registre des plaintes inarticulées qui n'ont plus aucune prise politique et l'idée plus intéressante de chercher à faire à nouveau coïncider subsistance et territoire, à redéfinir les intérêts réels des habitants, à cartographier les alliances possibles et les lignes de front. On n'est pas du tout dans le champ de la démocratie participative. On revient à quelque chose d'antérieur, de bien plus fondamental. Il ne s'agit pas de demander aux gens ce qu'ils voudraient, mais de réfléchir avec eux à ce qui leur permettrait de subsister. Pendant la Révolution, la situation de disette facilitait, si j'ose dire, le traitement de ces questions vitales. Aujourd'hui la crise écologique est tout aussi vitale pour nous, mais encore insuffisamment visible sauf lorsque l'on discute avec des paysans des Ardennes de la disparition de leur sol ou de la déprise des campagnes, lorsque l'on écoute les Iraniens confrontés à la disparition des eaux des fleuves, lorsqu'on entend les Bengalis confrontés à la montée des eaux. Le nouveau régime

climatique est partout et oblige à repolitiser les questions environnementales. Mais le déficit de la parole politique est tel que l'on ne peut plus se contenter de discuter autour de la table avec les scientifiques et les personnes les plus instruites. Ils nous donnent beaucoup d'informations, mais ce n'est pas un problème d'information. Il faut revenir en amont, engager une auto-description comparable à celle qui a permis aux Français de se définir comme peuple politique en 1789 parce qu'alors il est devenu capable, grâce à cet exercice, de dire « voilà ce qu'est mon territoire, voilà les injustices qui le traversent ; et voilà les doléances qui pourraient y mettre fin ».

L'échelle n'est plus la même qu'en 1789. Le nouveau régime climatique engage non pas les seuls Français, mais le monde entier. Le défi pour les nouveaux territoires est donc de répondre à des enjeux « régionaux » en même temps que mondiaux. Comment s'y prend-t-on ? Avec quelle efficacité ? Quels sont les embrayeurs déjà à l'œuvre ?

Il ne faut pas sous-estimer l'extraordinaire diversité de la France révolutionnaire et ce qui jouait déjà à l'international via les traités. Mais c'est évidemment plus difficile aujourd'hui parce que les réseaux à l'œuvre nous échappent bien davantage. Dans les deux cas c'est bien en repartant du terrestre, des conditions de subsistance de ces différents agents que nous y parviendrons. Dans la dizaine d'expérimentations d'élaboration de cahiers de doléances que j'ai eu l'occasion d'entreprendre en France – expérimentations qu'il faudrait démultiplier et mener à une bien plus vaste échelle – j'ai été surpris de voir avec quelle rapidité et quelle facilité, si on leur en donne la possibilité, les habitants se réapproprient la parole politique et passent du régime de malaise, de plainte inarticulée à celui de doléances construites. En décrivant leur monde, en figurant leur territoire de subsistance, en redéfinissant leur intérêt, ils reprennent pied. C'est un travail qui n'est pas analytique, mais curatif. À Limoge, Montpellier, Nanterre, Dompierre, etc., alors que nos procédures ne sont pas encore solides et formalisées, on parvient au même résultat. Des élus et des techniciens des collectivités ont participé à nos travaux, mais en tant que citoyens et ce qui m'a intrigué, c'est qu'ils avouaient qu'ils n'avaient jamais eu l'occasion d'aborder de telles questions dans leurs fonctions électives. Ces expérimentations n'ont pas encore été menées à l'initiative de collectivités locales ou de l'État mais d'autres collectifs. La difficulté pour ces acteurs institutionnels est qu'ils sont habitués à raisonner en termes de solutions. Les cahiers de doléances pourraient constituer de formidables matériaux pour leur permettre de penser de nouvelles solutions. Mais ils ont beaucoup de mal, par nature, à engager le questionnement fondamental qui doit précéder. Walter Lippmann⁵ explique très bien cela dans la définition pragmatiste qu'il donne de l'État. L'État comme les collectivités ne savent aborder une situation qu'à partir de ce qu'ils ont retenu des crises précédentes. L'administration n'est pas construite pour aborder des situations nouvelles. Ces institutions doivent donc se donner les moyens d'apprendre. Comme le souligne Dewey⁶, « l'État est toujours à réinventer ».



Sans institutions fortes qui prennent le temps de se saisir des descriptions du monde et des initiatives de sa société civile, relever le défi de la crise climatique relève de l'impossible.

5. Lippmann W., Le public fantôme, 2008, Démopolis

6. Dewey J., Le public et ses problèmes, 2003, Paris, Farrago et Éditions Léo Scheer

Dans un article récemment paru dans L'Obs intitulé « Les zadistes doivent devenir les instituteurs de l'État »⁷, vous soulignez l'intérêt des initiatives alternatives comme à Notre-Dame-des-Landes et pointez du doigt l'incapacité des acteurs institutionnels, État et collectivités à porter cette re-territorialisation. Pourquoi ?

L'État et les collectivités doivent s'appuyer sur les actions de la société civile. Ce qui oblige à la remettre sur pied lorsqu'elle n'existe plus. De ce point de vue, les ZAD, comme Notre-Dame-des-Landes, sont intéressantes. Non parce qu'elles seraient « exemplaires » – Notre-Dame-des-Landes posent de nombreux problèmes dans son refus de l'institution, dans le fait de se focaliser sur leur existence isolée, dans l'absence de prise en compte de nombreuses dimensions clés de la crise climatique – mais parce qu'elles manifestent la prise de conscience de ces territoires de subsistance qu'il faut défendre. Dans cette perspective, c'est un bon slogan de dire que tous les territoires sont devenus des ZAD. L'État et les collectivités peuvent apprendre beaucoup de ces situations : ils doivent même en tirer les leçons. N'est-ce pas un vrai questionnement pour les spécialistes de politique publique que de comprendre comment, à Notre-Dame-des-Landes, on parvient à un résultat qui va à l'encontre de tout ce que les dites procédures avaient prévu ? Mais pour apprendre de situation de ce type, plusieurs conditions sont à remplir : un État ou une institution n'apprennent que s'ils sont forts ; que s'ils disposent d'agents capables d'apprendre auxquels on donne le temps et les ressources nécessaires ; qu'à condition enfin de s'appuyer et d'écouter une société civile très active. Or aujourd'hui les élus, les administrations, les chercheurs même n'ont pas le temps. Tout juste peuvent-ils gérer et souvent au mieux et ce d'autant plus qu'ils sont souvent obligés de remplacer une société civile qui dans certains territoires n'existe plus, parce que le morcellement a annihilé toute communauté. Quand il n'y a plus de vie publique, les fonctionnaires tentent de s'y substituer alors qu'ils devraient simplement favoriser ses initiatives, les trier et apprendre d'elles. Sans institutions fortes qui prennent le temps de se saisir des descriptions du monde et des initiatives de sa société civile, relever le défi de la crise climatique relève de l'impossible. Contrairement à ce qu'on prétend, l'État ou les collectivités territoriales ne sont pas assez fortes pour avoir le temps d'apprendre ce qu'elles doivent faire.

■

7. Publié le 9 juin 2018 ; <https://bibliobs.nouvelobs.com/idees/20180531.OBS7501/les-zadistes-doivent-devenir-les-instituteurs-de-l-etat-par-bruno-latour.html>